



Nul n'ignore les menaces qui planent sur Radio France et l'ensemble de l'audiovisuel public : coupes budgétaires régulières et absence de financement pérenne, projet de holding qui menace l'intégrité des entreprises, remise en cause de l'existence des orchestres, rapprochement France Bleu / France 3...

Heureusement, les succès d'audience et l'excellence des programmes semblaient garantir l'indépendance éditoriale de nos antennes, d'autant plus qu'il s'agit, par essence, d'un des piliers de notre démocratie. Bien entendu, les tentatives de pression gouvernementales ont toujours existé, mais les directions des chaînes n'y cédaient plus depuis bien longtemps.

Il faut croire que les temps changent, à rebours des enjeux démocratiques.

S'il est nécessaire d'adapter régulièrement les grilles de programmes pour se renouveler sans attendre l'érosion – à part à France Bleu, tout le monde en est conscient. En revanche, rétrograder et amputer l'émission la plus libre de l'antenne de la première radio de France n'est pas un réajustement. Il s'agit d'une reprise en main politique sans précédent dans l'Histoire récente de Radio France.

Comment justifier cette décision à l'aune des résultats d'audience constamment haussiers si proches de dépasser des records historiques sur cette tranche ?

Comment expliquer la brutalité d'une telle décision et ses conséquences désastreuses pour de nombreux chroniqueurs et assistants précaires qui vont se retrouver sur le bord du chemin ?

Comment ne pas croire qu'une intervention gouvernementale est à l'origine de la disparition au quotidien de cet espace d'impertinence et de contestation ?

« C'est encore nous » est bien plus qu'une émission de radio, c'est le symbole de la liberté d'expression à Radio France. Si nous la perdons, nous perdons bien plus que le 17h/18h de France Inter. Nous altérons durablement le lien si fragile avec les auditeurs-citoyens qui nous font confiance.

Face aux médias privés détenus par de puissants milliardaires idéologues d'un libéralisme forcené, le Service Public trouve sa légitimité grâce à la pluralité et la liberté de ses antennes. Qui aurait intérêt à briser cet équilibre ? Pas la démocratie en tout cas.

La Présidente doit entendre la colère et l'inquiétude des auditeurs exprimées à travers les courriers reçus par la Médiatrice et la pétition en ligne (75.000 signatures à ce jour). Elle doit aussi rassurer les salariés de Radio France qui s'inquiètent des menaces sur l'indépendance éditoriale seule à même de garantir la crédibilité de nos antennes.



C'est encore nous



Paris le 22 mai 2023

